

COGEPARC

Société d'Expertise Comptable
& de Commissariat aux Comptes
Inscrite à l'Ordre des
Experts-comptables et à la
Compagnie Régionale de Lyon

L Y O N
Le Thelemos - CP 202
12, quai du Commerce
69336 Lyon Cedex 09
Tél. +33 (0)4 72 53 25 50
Fax +33 (0)4 72 53 25 51

L A G N I E U
56 avenue de l'Etraz
01150 Lagnieu
Tél. +33 (0)4 74 40 32 32
Fax +33 (0)4 74 40 32 33

C R É M I E U
19, cours Baron Raverat
38460 Crémieu
Tél. +33 (0)4 74 92 43 74
Fax +33 (0)4 72 53 25 51

ST-GENIS-LAVAL
56, avenue Charolais Cartellier
Bâtiment 2 B
69230 St Genis Laval
Tél. +33 (0)4 82 53 74 08

cabinet@cogeparc.com
www.cogeparc.com

SA au capital de 205 500 €
RCS Lyon B 904 501 308
TVA N° FR47 904 501 308

Association « Société d'assistance et de patronage pour les aveugles du Rhône et des départements

voisins »

16 Rue Antonin Perrin – BP 31040

69613 VILLEURBANNE CEDEX

EXERCICE SOCIAL

Du 1^{er} Janvier 2023 au 31 Décembre 2023

SOMMAIRE

- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels	1
- Etats financiers au 31 Décembre 2023	5
- Rapport Spécial sur les conventions réglementées	19

* * * * *

S.A.P.A.R. (Centre Gallieni)

S.A.P.A.R (Centre Gallieni)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'Association S.A.P.A.R (Centre Gallieni),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

S.A.P.A.R. (Centre Gallieni)**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

S.A.P.A.R. (Centre Gallieni)**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

S.A.P.A.R. (Centre Gallieni)

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 28 Mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
COGEPARC

Anne BRION TURCK, Associée



CENTRE GALLIENI

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	71 514	71 514		470
	Immobilisations incorporelles en cours	17 369		17 369	8 525
	Avances et acomptes				
	TOTAL	88 884	71 514	17 369	8 996
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	6 680 735	4 377 942	2 302 792	2 668 179
	Inst. techniques, mat.out. industriels	1 033 333	808 561	224 771	186 138
	Immobilisations corporelles en cours	15 101		15 101	
	Avances et acomptes				
	TOTAL	7 729 170	5 186 504	2 542 665	2 854 317
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	103 256		103 256	97 815
Actif circulant	Autres	3 233		3 233	3 217
	TOTAL	106 490		106 490	101 032
	Total I	7 924 545	5 258 019	2 666 525	2 964 347
	Stocks et en cours	2 686		2 686	1 823
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	273 941	60 132	213 808	82 372
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	188 918		188 918	433 744
	TOTAL	462 859	60 132	402 727	516 116
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	200 141	45 375	154 766	186 585
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	2 749 930		2 749 930	2 812 433
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	12 851		12 851	6 665
	TOTAL II	3 428 469	105 508	3 322 961	3 523 625
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	11 353 014	5 363 527	5 989 487	6 487 972
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			

CENTRE GALLIENI

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 387 017	2 387 017
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	2 325 570	2 332 746
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	360 870	368 046
	Report à nouveau	38 162	231 050
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	245 604	325 612
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-382 681	-200 063
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-170 388	87 183
	Situation nette (sous-total)	4 368 068	4 750 750
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	458 088	480 475
	Provisions réglementées	37 000	42 000
Total I		4 863 157	5 273 226
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	5 582	5 582
Total II		5 582	5 582
Provisions	Provisions pour risques	20 847	21 467
	Provisions pour charges		
Total III		20 847	21 467
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	395 967	470 663
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	149 713	163 920
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	320 096	307 801
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32 345	35 492
	Autres dettes	20 939	22 745
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	180 836	187 072
Total IV		1 099 899	1 187 695
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 989 487	6 487 972
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

CENTRE GALLIENI

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	580	530
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	81 730	29 564
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	223 372	331 507
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 542 021	2 299 443
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 104	13 638
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 377	29 283
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 174 156	1 120 941
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		4 051 343	3 824 909
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	1 043 133	838 159
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	106 970	94 890
	Salaires et traitements	2 010 949	1 896 576
	Charges sociales	814 172	766 388
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	464 126	458 879
	Dotations aux provisions		4 441
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	152	831
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		4 439 504	4 060 168
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-388 161	-235 258

1. Voir le point de l'annexe (I-I)

CENTRE GALLIENI

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	18 655	16 917
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		1 036
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	18 655	17 954
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	31 782	0
	Intérêts et charges assimilées	4 556	4 042
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	36 338	4 042
	2. Résultat financier (III-IV)	-17 683	13 911
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-405 844	-221 346
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	2 514	609
	Sur opérations en capital	20 000	20 000
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 000	4 000
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	27 514	24 609
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	574	807
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	574	807
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	26 939	23 801
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	3 777	2 519
	Total des produits (I + III + V)	4 097 513	3 867 473
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 480 195	4 067 537
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	-382 681	-200 063
	dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-170 388	87 183
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



1 Objet social

L'association a pour mission d'assurer un travail aux personnes accueillies qui sont momentanément ou durablement dans l'incapacité d'exercer une activité dans un environnement professionnel non adapté.

Elle apporte aux travailleurs handicapés les soutiens médicaux, éducatifs, psychologiques et sociaux correspondants à leurs besoins.

Plus spécifiquement, elle accueille des adultes déficients visuels et des déficients intellectuels légers ou moyens.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Dans le cadre de ses activités, l'association est dotée de plusieurs structures :

- Le foyer d'hébergement, structure sous Conseil départemental et disposant de 40 places : il permet d'accueillir et de donner une formation et des activités adaptées à aux résidents, favorisant un apprentissage et des techniques pouvant mener à l'autonomie et aux activités de la vie journalière.
- L'ESAT, dont le budget social est financé par l'Agence Régionale de Santé et qui dispose d'un agrément de 90 places : il propose un travail adapté aux usagers, soit en interne, soit en délégation à l'extérieur prenant en compte les déficiences avec une volonté d'insertion.

Les activités commerciales de l'ESAT sont variées et comprennent entre autres :

- Des activités sous atmosphère protégée (ISO6 & 22000) pour les domaines de conditionnement de produits cosmétiques et parapharmaceutiques, ainsi que des dispositifs médicaux
- Des activités de conditionnements spécifiques,
- Des activités de désarchivage, collecte et destruction de papiers y compris confidentiels,
- Des activités de mise à disposition de personnes encadrées pour des mission variées.
- L'association, qui abrite les fonctions de direction et fonctions transversales liées à la gestion et au développement de l'association.

Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Un budget global annuel de ressources d'exploitation de 4 M€ en 2023, dont environ 60% provenant des dotations et prix de journée octroyés par les autorités de tarification.

L'association a conclu un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens avec la Métropole de Lyon pour une durée de 4 ans, expirant le 31 décembre 2027.

L'emploi de 138 salariés dont 97 personnes handicapées,

Des investissements, pour un montant de 136 K€ en 2023.



3 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun événement ni fait significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Néant.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux et règles comptables générales

L'exercice écoulé a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les tableaux et notes énumérés ci-après font partie intégrante des comptes annuels, établis par le conseil d'administration.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et du règlement ANC n°2020-08 modificatif du 2018-06 du 29 décembre 2020, relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Pour son activité médico-sociale, elle se conforme également au Règlement ANC 2019-04 et au Plan comptable M22 BIS applicables au 1^{er} janvier 2020 aux établissements sociaux et médico-sociaux privés.

A défaut d'autres dispositions spécifiques dans les règlements précités, l'entité se conforme au règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations jugées significatives.



5 Informations relatives au bilan

5.1 Actif immobilisé

5.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	80 040	8 844	-	-	88 884
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	6 640 424	40 311	-	-	6 680 735
	Install. Tech., mat., outillage	346 075	-	-	-	346 075
	Install. générales, ag. Am. divers	147 612	25 412	-	-	173 024
	Matériel de transport	203 344	39 604	-	-	242 948
	Mat bur., informatique, mobilier	239 711	31 575	-	-	271 286
	Immo. Corp. En cours	-	15 102	-	-	15 102
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	7 577 167	152 004	-	-	7 729 170
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	101 033	5 458	-	-	106 491
	Total IV	101 033	5 458	-	-	106 491
Total général		7 758 240	166 306	-	-	7 924 545



5.1.2 Amortissement de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	71 044	471	-	71 515
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	3 972 244	405 699	-	4 377 943
	Install. Tech., mat., outillage	313 143	17 378	-	330 521
	Install. générales, ag. Am. divers	75 051	14 507	-	89 558
	Matériel de transport	136 341	18 998	-	155 339
	Mat bur., informatique, mobilier	226 070	7 074	-	233 143
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		4 722 849	463 656	-	5 186 505
Total général		4 793 893	464 127	-	5 258 019

5.1.3 Méthode et durée d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Concessions, droits et brevets	Linéaire	3-5 ans
Constructions	Linéaire	15-30 ans
Install. Tech., mat., outillage	Linéaire	10-15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel bureau et informatique	Linéaire	3-5 ans
Mobilier	Linéaire	5-10 ans



5.1.4 Immobilisations financières

Immobilisations	Valeur début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur fin d'exercice (D)
Prêt effort construction	97 815	5 441	-	103 256
Dépôts et cautionnements	3 217	16	-	3 233
Total III	101 032	5 457	-	106 490

5.2 Actif circulant

5.2.1 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	103 257		103 257
	Autres	3 233	3 233	
DE L' ACTIF CIRCULANT	Stocks	2 687	2 687	
	Créances clients et comptes rattachés	213 809	213 809	
	Organismes sociaux et fiscaux	188 919	188 919	
	Disponibilités et VMP	2 904 697	2 904 697	
Charges constatées d'avance		12 851	12 851	
TOTAL		3 429 453	3 326 196	103 257



5.2.2 Actif circulant / dépréciations :

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	60 133	-	-	60 133
Autres	13 593	31 782	-	45 375
TOTAL	73 726	31 782	-	105 508

5.2.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 12 851 € se rattachent à l'exploitation.

5.3 Fonds associatifs

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Libellés	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 387 017	-	-	-	2 387 017
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Réserves	2 332 747	-7 176	-	-	2 325 571
Report à nouveau	231 051	-192 888	-	-	38 163
Excédent ou déficit de l'exercice	-200 064	200 064	-	-382 682	-382 682
Situation nette	4 750 751	-	-	-382 682	4 368 069
Fonds propres (Dotations) consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	480 476	-	-	-22 387	458 089
Amortissements dérogatoires	42 000			-5000	37 000
Total	5 273 227	-	-	-410 069	4 863 158



5.3.2 *Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée*

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
 - Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.
- Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

5.3.3 *L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire*

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	(382 682)	(200 064)
Reprises du résultat antérieur	-	-
= Excédent ou déficit effectif global	(382 682)	(200 064)
Dont résultat effectif sous gestion propre	(170 389)	(87 184)
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	(212 293)	(112 880)

5.3.4 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer.

5.3.5 *Fonds dédiés*

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

5.3.6 *Provisions pour risques et charges*

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risques	21 467	-	620	20 847
Provisions pour charges	-	-	-	-
TOTAL	21 467	-	620	20 847



5.3.7 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Notre entité traite les dépenses prévues au titre du départ en retraite futur de ses salariés en engagements hors bilan. Le montant correspondant est défini par application de la convention collective de l'association, selon la méthode prospectives fonction des unités crédit projetées.

Le montant déterminé au 31/12/2023 s'élève à 91 507€.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 65 ans,
- taux d'actualisation : 3.34%,
- taux d'augmentation annuel des salaires : 1.5%,

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 39%.

5.3.8 Etat des dettes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	395 967	75 567	320 400	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		149 714	149 714	-	-
Dettes fiscales et sociales		320 096	320 096	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		32 346	32 346	-	-
Autres dettes		20 940	20 940	-	-
Produits constatés d'avance		180 837	180 837	-	-
TOTAL		1 099 900	779 500	320 400	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice		-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		74 675			



5.3.9 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Factures non parvenues	66 873
RRR à établir	-
Provision congés payés	87 953
Charges sociales sur congés payés	43 006
Charges sociales et fiscales à payer	25 145
TOTAL	222 977

5.3.10 Produits constatés d'avance

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 180 837 € au 31/12/2023 contre 187 072 € pour l'exercice clos au 31/12/2022. Ils correspondent à la mise à disposition de locaux dans le cadre d'un contrat de bail emphytéotique d'une durée de 52 années. La reprise au résultat à chaque exercice est de 6 236 €.

5.3.11 Informations à caractère fiscal

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.



6 Informations relatives au compte de résultat

6.1 Produits

6.1.1 Subventions

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

6.2 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

En l'absence de suivi en place permettant une évaluation suffisamment précise des contributions volontaires perçues, l'association n'a pas été en mesure de chiffrer de manière fiable ces informations. Celles-ci sont néanmoins considérées comme peu significatives au regard des ressources de l'association.

6.3 Autres informations

6.3.1 Effectif moyen

L'effectif moyen de l'association (hors personnel handicapé) au 31/12/2023 est de 29 et se décompose comme suit :

- ESAT : 16
- Foyer : 13

S.A.P.A.R. (Centre Gallieni)

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 Décembre 2023

À l'Assemblée générale de l'Association S.A.P.A.R. (Centre Gallieni)

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Lyon, le 28 Mai 2024
Le Commissaire aux Comptes
COGEPARC

Anne BRION TURCK, Associée